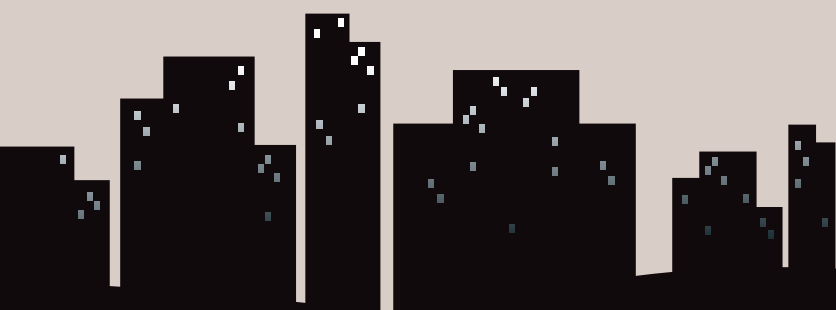


Octobre 2010



REMETTRE LA RICHESSE À NOS SERVICES

Tournée panquébécoise
de **formation**
et de **mobilisation**
sur le budget et
les **alternatives fiscales**



WWW.NONAUXHAUSSES.ORG

LA COALITION OPPOSÉE À LA
TARIFICATION ET À LA
PRIVATISATION DES
SERVICES PUBLICS

PLUS DE 120 ORGANISATIONS
COMMUNAUTAIRES, SYNDICALES,
FÉMINISTES ET ÉTUDIANTES

Remettre la richesse à nos services

En réaction aux nombreuses mesures inéquitables du dernier budget, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics lance un message clair: le gouvernement doit reculer car nous ne reculerons pas !

Les nombreuses tarifications et compressions budgétaires annoncées auront des conséquences désastreuses sur l'accessibilité et la qualité de nos services publics. C'est en premier lieu les gens au bas de l'échelle et ceux issus de la classe moyenne qui subiront le plus durement l'impact de ces mesures. Alors que le gouvernement prétend que ses choix étaient inévitables, compte tenu de l'état des finances publiques, la Coalition affirme que rien n'est plus faux.

D'autres solutions existent

Plusieurs mois avant le dépôt du budget, la Coalition proposait de nombreuses alternatives fiscales visant à accroître les revenus de l'État pour qu'il puisse financer adéquatement l'ensemble des services publics et des programmes sociaux. De toute évidence, le gouvernement a rejeté nos revendications et a ainsi choisi son camp : celui des mieux nantis et des grandes entreprises. S'il avait été à l'écoute de la population, le gouvernement aurait mis de l'avant des mesures justes, équitables et progressistes en allant chercher l'argent là où il se trouve.

Tournée de formation et de mobilisation : Remettre la richesse à nos services

La tournée de formation et de mobilisation « Remettre la richesse à nos services » a pour objectif de démontrer que les choix économiques du gouvernement ne sont pas inéluctables mais qu'ils résultent plutôt d'une approche politique et idéologique qui rejette le principe d'un juste partage de la richesse. La Coalition est en mesure de démontrer que d'autres options, possibles et réalistes, existent. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de les prendre en compte ?

Comme citoyennes et citoyens vous constatez les effets de ces choix politiques. Collectivement nous avons une voix et il est possible de faire reculer le gouvernement. La Coalition vous invite à participer à la tournée de formation et de mobilisation, à manifester votre opposition aux hausses de tarifs et aux compressions, et à promouvoir d'autres solutions.

Joignez-vous à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et contribuez à remettre la richesse à nos services !

Recherche et rédaction :

Élisabeth Germain, Collectif pour un Québec sans pauvreté
Louise Lafortune, CPRF • Chrystine Montplaisir, APTS • Sébastien Rivard, RIOCM

Avec la contribution de :

Nesrine Bessai, l'R des centres de femmes • Jacques Benoit, FAE
Nathalie Rech et Chris Schwartz, Projet Genèse • Les membres du MEPACQ
Kim De Baene, TRPOCB

Mise en page et graphisme : Fédération autonome de l'enseignement et Mardigras

Un document de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.
La reproduction et la diffusion sont fortement encouragées!

SECTION I

DES EFFETS CONCRETS DE LA TARIFICATION ET DE LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS



Privatiser les services et les tarifier, sans tenir compte de la capacité de payer des personnes, a pour effet de nier les droits fondamentaux comme le droit à la santé, à l'éducation, à un niveau de vie décent, etc.

Pour assumer les coûts de ces services, l'État a recours aux impôts des individus et des entreprises et à une tarification partielle de certains services. De 2003 à 2007, les baisses d'impôt des individus ont totalisé plus de 5 milliards \$, compensées en bonne partie par des hausses de tarifs. Ces choix ont entraîné un appauvrissement des ménages à faible revenu et un enrichissement toujours plus important des ménages à gros revenu.

Particulièrement dans la dernière décennie, nos gouvernements ont fait le choix de diminuer les impôts et d'augmenter les tarifs. Ce choix a eu des effets concrets dans nos vies.



Quels effets concrets a eu la tarification accrue des services publics dans nos vies ?

Données statistiques¹ :

- » Annuellement, au Québec, l'ensemble des tarifs (électricité, scolarité, garderies, CSST, assurance parentale,...) totalisent 22,2 milliards \$², en hausse constante depuis une dizaine d'années.
- » Pour les familles nombreuses à faible revenu vivant dans des logements mal isolés, la proportion des revenus consacrée à l'électricité se situe entre 15 et 20 %.
- » La hausse des coûts du transport en commun a été de 29 % entre 2000 et 2006.

Témoignages

Un ophtalmologiste m'a chargé 20 \$ pour 6 gouttes dans les yeux sans m'avoir prévenu de ce coût. Je ne serais pas allée à ce rendez-vous si j'avais su. J'ai été obligée de me priver de manger.

PARTICIPANTE DU CENTRE DES FEMMES DE VERDUN

Après avoir eu une extraction complète du genou gauche, j'ai une arthrose très avancée qui nécessite 3 injections de gel pour fluidifier ce dernier et avoir moins de douleurs surtout en montant les escaliers où tous simplement faire mes tâches quotidiennes normalement. À ma grande surprise la RAMQ ne couvre pas les frais. N'ayant pas d'assurance comment ferais-je pour y remédier ? Car 700,00 \$ ne tombe pas du ciel (475.00 pour le pharmacien et le reste au médecin). À mon autre grande surprise un R.D.V chez un orthopédiste il y'a une attente d'un an ou même plus car les injections se font par un spécialiste.

« Mobilisons nous et changeons les choses »

PARTICIPANTE DU CARREFOUR DES FEMMES D'ANJOU

J'en ai assez qu'on me rappelle que je suis pauvre ! Ce n'est pas normal de devoir payer pour des soins à domicile après avoir eu une opération !

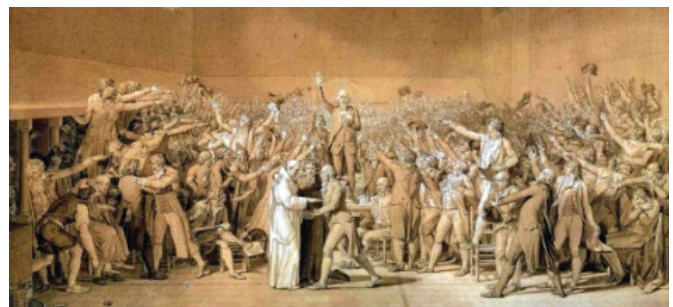
PARTICIPANTE DU CENTRE DES FEMMES DE VERDUN

SECTION II

LE BUDGET DU GOUVERNEMENT CHAREST : UNE BONNE RÉPONSE AUX PROBLÈMES DE LA POPULATION DU QUÉBEC ?

Un budget inéquitable et régressif... Mais d'où ça vient ces idées-là ?

L'origine historique de la gauche et la droite*



L'origine historique de ce clivage se trouve dans un vote ayant eu lieu en France à l'assemblée nationale d'août-septembre 1789. Lors d'un débat sur le poids de l'autorité royale face au pouvoir de l'assemblée populaire dans la future constitution, les députés partisans du veto royal (majoritairement ceux de l'aristocratie et du clergé) se regroupèrent à *droite* du président (position liée à l'habitude des places d'honneurs). Au contraire, les opposants à ce veto se rassemblèrent à *gauche* sous l'étiquette de « patriotes » (majoritairement le Tiers état). Source : Wikipedia

Le tableau des indices Gauche-Droite

Ce tableau représente quelques-unes des distinctions entre la gauche et la droite

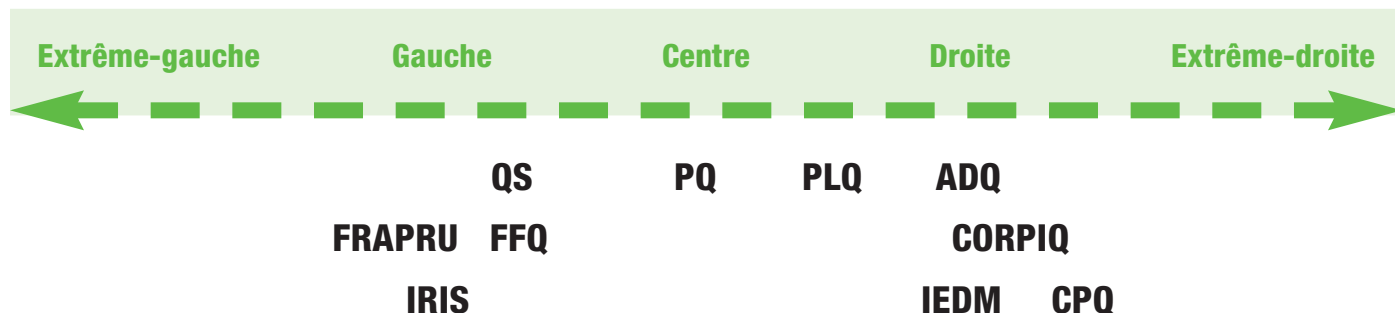


Peuple	↔	Élite
Public (État)	↔	Privé (entreprise)
Bien commun	↔	Intérêts individuels
Solidarité	↔	Compétition
Le social d'abord	↔	L'économie d'abord
Progressif	↔	Régressif

*REPAC 03-12, La formation politique, module 1, distinguer la gauche et la droite, septembre 2007

Le spectre politique et les acteurs au Québec

Voici quelques-uns des acteurs sociaux et politiques et leur positionnement sur une échelle gauche-droite



Légende :

QS : Québec solidaire

PQ : Parti québécois

PLQ : Parti libéral du Québec

ADQ : Action démocratique du Québec

FRAPRU : Front d'action populaire en réaménagement urbain

FFQ : Fédération des femmes du Québec

CORPIQ : Corporation des propriétaires immobiliers du Québec

IRIS : Institut de recherche et d'informations socio-économiques

IEDM : Institut économique de Montréal

CPQ : Conseil du patronat du Québec

Distinction entre progressif et régressif³

Impôts progressifs

Se dit des impôts qui augmentent plus rapidement que le revenu de l'individu ou de l'entreprise, c'est-à-dire que le taux d'imposition augmente avec le revenu. Plus les revenus sont élevés, plus grande est la part d'impôt à payer. Les impôts progressifs sont généralement appliqués par tranches ou paliers.

Impôt régressifs

Se dit des impôts dont l'effet diminue en regard de la hausse des revenus, même si leur montant augmente en valeur absolue. La TPS et la TVQ, par exemple, sont des taxes régressives parce que riches et pauvres paient le même montant en taxe sur chaque article, ce qui représente un fardeau relatif plus lourd à assumer pour les personnes plus démunies.

La mondialisation = plus de liberté pour le marché et moins de liberté pour la population⁴

A* définition

Mondialisation : leur définition

- «Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales».
- Percy Barnevik, président du groupe industriel ABB

Session mondialisation RQIC-SalAMI

ABB

Les effets au Québec : privatisations, sous-traitance, compressions dans les services et dérèglementations au menu⁵

Les « réformes » imposées par le gouvernement Charest et les gouvernements précédents depuis une vingtaine d'années, cadrent parfaitement avec les politiques que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (BM) désirent implanter à l'échelle de la planète. Essentiellement, ces politiques visent :

- » à **ouvrir de nouveaux marchés** aux riches investisseurs par le biais des privatisations ;

Ex. au Québec : mines, forêts, éolienne, eau potable

- » à **couper dans les impôts et les services gouvernementaux** afin de modifier le rôle de l'État et restreindre ses pouvoirs d'intervention ;

Ex. au Québec :

- » Coupures dans les soins aux personnes âgées et CHLSD privés
- » Sous-financement des écoles publiques
- » Régime mixte (public-privé) d'assurance-médicament plutôt qu'un régime public

- » à (dé) **réglementer en faveur du patronat et des investisseurs**, favorisant ainsi un développement économique sauvage et ce, dans divers domaines ;

Ex. Redevances minières, forêts, PPP CHUM, gaz de schiste

- » à **refiler à la majorité le transfert de coûts** liés à ces mesures qui ont pour impact d'appauvrir la population, principalement les plus pauvres d'entre-nous ;

Ex. Contribution santé, hausse des tarifs

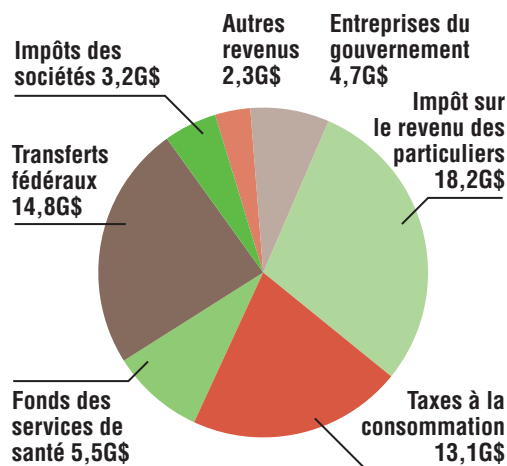
- » *bref*, à **privatiser les profits tout en socialisant les pertes**.

D'où vient l'argent du gouvernement ?

Des **privilèges sont également donnés aux entreprises par le biais des impôts**. Le graphique présenté ci-contre indique les contributions aux fonds publics. On peut y voir que :

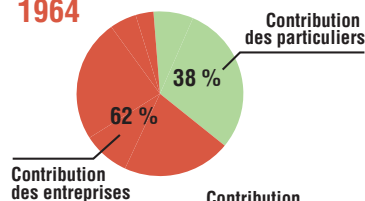
- » **les impôts des particuliers représentent 29,3 %** du total des fonds publics (18,2 G\$)
- » la proportion des **impôts des sociétés est de l'ordre de 5,1 %** (3,2 G\$)
- » l'évasion fiscale prive l'État de centaines de millions par année
- » Depuis 2000, l'État s'est volontairement privé de plus de 6 G\$ par année de revenus en baissant les impôts des plus fortunés et des entreprises

D'OÙ VIENT L'ARGENT? 2009-2010

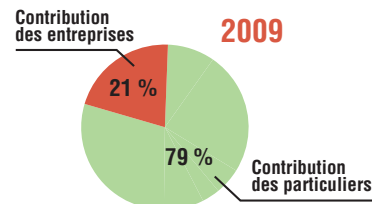


TOTAL DES REVENUS 62,2G\$

1964



2009



Pour renflouer les caisses de l'État, les particuliers contribuent plus que les entreprises

- » 1964, dans le budget du Québec, la contribution des compagnies s'élevait à 62 % des impôts et taxes sur le revenu et sur le capital et celle des particuliers à 38 %⁶. En 2009, la contribution des individus est passée à 79 % des impôts sur les revenus et les biens tandis que la contribution des entreprises est tombée à 21 %⁷. Une révision majeure des politiques fiscales devrait être envisagée afin de rétablir un équilibre entre la contribution des entreprises et celle des individus.

- » Dans le cadre du budget 2010-2011 du gouvernement québécois, on demande un effort beaucoup plus important aux particuliers qu'aux entreprises pour rétablir l'équilibre budgétaire⁸

» 3,5 G\$ de hausses d'impôts, taxes et tarifs assumées par les particuliers

» 800 M\$ de hausses d'impôts assumées par les entreprises

On demande donc aux moins nantis et à la classe moyenne de contribuer à la richesse des autres.

Les mesures du budget Bachand : Impact sur la population

Chacune des mesures est analysée en fonction de l'impact sur deux familles types⁹ :



Famille de deux adultes et deux enfants mineurs avec un revenu après impôt de 194 500 \$ par année



Famille de deux adultes et deux enfants mineurs avec un revenu après impôt de 24 500 \$ par année

↑ Hausse des tarifs en santé ↑

Le budget nous annonce une contribution santé pour tous les adultes, à l'exception des ménages à très faible revenu (moins de 14 400 \$ de revenu par année), de 25 \$ en 2010, 100 \$ en 2011, 200 \$ en 2012.

Le gouvernement proposait aussi un ticket modérateur de 25 \$ par visite médicale. Bien qu'il vienne d'abandonner cette idée, il étudie la possibilité d'augmenter encore davantage la contribution santé....

200 \$ par individu gagnant plus de 14 400 \$ par année



400 \$ = 0,2 % du revenu



400 \$ = 1,6 % du revenu (huit fois plus d'impact)



Une mesure inéquitable, car c'est un tarif fixe ayant un impact plus grand sur les plus pauvres. C'est aussi une porte ouverte à une plus grande privatisation !

↑ Hausse des frais de scolarité ↑

On nous annonce une importante augmentation des frais de scolarité universitaire à l'automne 2012, s'ajoutant aux précédentes. Le montant de cette hausse n'est pas encore connu, mais si on rejoint la moyenne canadienne, la hausse représentera plusieurs milliers de dollars par étudiant. Même avec une hausse des prêts et bourses, on peut envisager un effet dramatique sur l'accès à l'éducation pour les familles moins fortunées.

On observe aussi une hausse des frais exigés des parents à la rentrée ou en cours d'année scolaire ; au primaire et au secondaire ces frais ont connu une augmentation constante et importante (services de garde, journées pédagogiques, sorties, activités spéciales, etc.). La facture peut facilement excéder 1 000 \$ pour une année scolaire.

Augmentation de **3 149 \$** par étudiant à temps plein (passant de 2 180 \$ à 5 329 \$) pour l'éducation universitaire, si on rejoint la moyenne canadienne.



3 149 \$ = 1,03 % du revenu



3 149 \$ = 12,9 % du revenu (douze fois plus d'impact)



Cette mesure rendra les frais de scolarité exorbitants pour les familles à faible revenu. L'accès à l'éducation pour ces familles est compromis et l'endettement des étudiants ayant recours aux prêts et bourses sera alourdi.

↑ Hausse des tarifs d'électricité ↑

Malgré tous les profits engrangés par Hydro-Québec ces dernières années, on nous annonce une augmentation des tarifs d'électricité du bloc patrimonial à compter de 2014 jusqu'en 2018, totalisant 1 cent par kilowatt/heure, soit 36%. Le tarif sera par la suite ajusté au rythme de l'inflation. Les revenus supplémentaires provenant de la hausse de 2,79 à 3,79 cents le kilowatt/heure du bloc patrimonial seront versés au Fonds des générations créé pour rembourser la dette. Alors qu'à l'origine le Fonds des générations devait être alimenté par les profits d'Hydro-Québec, voilà maintenant qu'Hydro hausse les tarifs pour pouvoir rembourser la dette

Augmentation projetée de 1¢ le kilowatt/heure, équivalant à près de **500 \$** par année, pour les ménages à faible et moyen revenu.



789 \$¹⁰ = 0,4 % du revenu



500 \$ = 2,6 % du revenu (sept fois plus d'impact)



L'électricité est un service essentiel pour tout le monde au Québec. Une hausse aussi importante des tarifs risque de compromettre le bien-être des familles à faible revenu.

↑ Hausse de la TVQ ↑

On nous annonce aussi une hausse de la taxe de vente du Québec (TVQ) de 2 % sur deux ans. Cette taxe est payée par tout le monde, peu importe leur revenu. Nous sommes loin d'un système équitable !

Pour faire passer la pilule...

Un crédit d'impôt pour la solidarité ?

Pour pallier aux multiples hausses de tarifs, le gouvernement promet un « crédit d'impôt pour la solidarité ». Ce nouveau crédit apportera en moyenne 174 \$ de plus par an que les anciens crédits qu'il remplace (crédits pour TVQ et impôt fonciers). On peut déjà prévoir qu'il ne réussira pas à compenser pour les hausses de tarifs, de la TVQ et la contribution santé, même si le gouvernement promet de l'ajuster chaque année.

Effet cumulé des hausses de tarifs du budget pour une famille avec enfants en garderie :

1 819 \$

Effet cumulé des hausses de tarifs du budget pour une famille avec un enfant à l'université :

4 388 \$



Le crédit de solidarité ne protégera pas les ménages québécois des hausses de tarifs du dernier budget. Les personnes seules et à faible revenu seront touchées beaucoup plus durement que les mieux nanties. Ce n'est pas une mesure suffisante ni équitable.

Ce que le gouvernement n'a pas fait...

Logement social

L'ajout de seulement 3000 nouvelles unités de logement social d'ici le 31 mars 2015 est tout simplement ridicule devant les besoins en logement que les locataires peuvent se payer. Le FRAPRU estime les besoins urgents à plus de 50 000 logements sociaux. Le gouvernement du Québec, par la voix de Jean Charest, s'était pourtant engagé en 2008 à réaliser 15 000 logements d'ici 2015...

Prestations d'aide sociale

Le gouvernement n'a pas annoncé d'augmentation des prestations d'aide sociale. Elles seront seulement indexées au coût de la vie. Or, qui peut arriver avec environ 567 \$ par mois? L'abolition des catégories à l'aide sociale (aptes et inaptes à l'emploi) n'est pas non plus à l'ordre du jour.

Et depuis le dernier budget... Ça continue!

Un plan de lutte à la pauvreté anémique

L'ensemble des groupes sociaux a dénoncé vertement le dernier plan de lutte à la pauvreté annoncé en juin par le ministre Sam Hamad. Ce plan ne comprend aucune mesure structurelle permettant d'augmenter le revenu disponible des personnes en situation de pauvreté, comme l'augmentation du salaire minimum, des prestations d'aide sociale ou la construction de plus de logements sociaux.

Et la cerise sur le sundae... Les gaz de schiste!

Le gouvernement est en train de permettre à des entreprises privées d'exploiter le gaz de schiste dans des zones densément peuplées et il refuse d'imposer un moratoire pour faire des études pour évaluer les impacts sur l'environnement et la santé humaine. En plus, le gouvernement se prive de revenus importants en imposant des redevances minimales à l'industrie minière. La population du Québec est en colère!

Conclusion : Par ses politiques régressives, l'État ne garantit plus le bien commun de la population et ne respecte pas ses obligations en regard des droits économiques et sociaux. Cependant ce n'est pas inéluctable... D'autres choix sont possibles!

SECTION III FINANCES PUBLIQUES D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !

Alternatives fiscales : Comment et combien ?

Contrairement à ce que les représentants du gouvernement du Québec et nombre d'économistes de droite tentent de nous faire croire, d'autres choix sont possibles!

Nous proposons dans cette section des solutions qui permettront de renflouer les coffres de l'État tout en luttant contre les inégalités. Les propositions mises de l'avant dans ce document visent à faire payer leur juste part aux riches et aux grandes entreprises, puisque c'est eux qui, depuis trente ans, s'accaparent une part toujours grandissante de la richesse collective.

Les 17 propositions qui suivent pourraient prendre différentes formes. Nous tenons surtout à proposer des pistes de solutions afin de démontrer que les hausses de taxes et de tarifs ne sont pas les seuls moyens et qu'il est possible de concevoir autrement le budget du Québec.

A- Réinstaurer la progressivité de l'impôt des particuliers

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
1 Ajouter un palier d'imposition*	950 millions \$
2 Établir 10 paliers d'impositions différents	1,3 milliard \$
3 Abolir le crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers*	567 millions \$
4 Diminuer le plafond des REER*	300 millions \$
5 Moduler les taxes à la consommation en fonction des biens achetés*	745 millions \$

B- Rétablir un équilibre entre les impôts des particuliers et les impôts des entreprises

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
6 Rvoir les mesures fiscales destinées aux entreprises	1,4 milliard \$
7 Augmenter les redevances sur les ressources naturelles – exemple de l'industrie minière*	300 millions \$



Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
--	--

- | | |
|--|-----------------|
| 8 Rétablir la taxe sur le capital pour les entreprises financières | 800 millions \$ |
| 9 Modifier les contrats secrets d'Hydro-Québec | 467 millions \$ |

C- Lutter contre la fraude

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
--	--

- | | |
|--|-----------------|
| 10 Lutter contre l'évitement fiscal* | 500 millions \$ |
| 11 Lutter contre l'évasion fiscale* | 300 millions \$ |
| 12 Lutter contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux * | 600 millions |

D- Cesser d'embaucher des compagnies privées dans certains services publics

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
--	--

- | | |
|---|------------------------|
| 13 Cesser de recourir aux PPP dans la construction d'infrastructures publiques* | --- |
| 14 Cesser de recourir aux agences de placement dans les institutions publiques de santé | 56 millions \$ |
| 15 Cesser de recourir aux cliniques médicales spécialisées | 15 % à 30 % d'économie |

E- Réformer la politique du médicament

Alternatives fiscales et mesures proposées	Argent économisé ou récupéré (par année)
--	--

- | | |
|--|-----------------|
| 16 Adopter des mesures de contrôle du coût des médicaments* | 1 milliard \$ |
| 17 Abolir la règle de protection des brevets (règle de 15 ans) | 200 millions \$ |

* Les mesures marquées d'un astérisque ont été débattues et adoptées par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation. Les autres mesures sont rapportées afin de soutenir l'élargissement du débat sur les choix fiscaux qui pourraient être faits. Par manque de temps ou à cause de divergences d'opinion, elles n'ont pas encore été discutées ou n'ont pas pu être adoptées par l'ensemble de la Coalition.

** Les montants présentés dans ce tableau ont tous été estimés de façon conservatrice. De plus, puisque la deuxième proposition inclut la première, le montant de 950 millions \$ n'a pas été considéré dans le total.

TOTAL PROJETÉ : Environ 9 milliards par année

Pour plus d'information sur ces alternatives fiscales, vous pouvez vous référer au document « Finances publiques, d'autres choix sont possibles! » produit par la Coalition.

Conclusion : la richesse existe au Québec... prenons-la où elle est!

SECTION IV PASSONS À L'ACTION MOBILISONS-NOUS !

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics invite toute la population à manifester son désaccord face aux politiques régressives du gouvernement actuel et à exiger des changements importants dans la fiscalité québécoise.

Pour arriver à nous faire entendre, la Coalition entend organiser plusieurs actions de mobilisation durant l'automne 2010 et l'hiver 2011, au niveau national et dans plusieurs régions du Québec.

Pour plus d'information sur les actions consultez-le :
www.nonauxhausses.org

Pour organiser une formation dans votre région, contactez les organisations suivantes:

1. **Abitibi-Témiscamingue** Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT) 819-762-3114
2. **Bas St-Laurent** Action populaire Rimouski-Neigette 418-723-630
3. **Centre du Québec** AGEPA 819-795-4441
4. **Côte-Nord** Table des groupes populaires de la Côte Nord 418-589-2809
5. **Estrie** Solidarité populaire Estrie 819-562-9547
6. **Gaspésie îles-de-la-Madeleine** Regroupement des organismes communautaires de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (ROCGIM) 418-759-3344
7. **Lanaudière** CAP Lanaudière 450-752-4700
8. **Laurentides** À venir
9. **Laval** À venir
10. **Mauricie** Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie (ROM) 819-379-2889
11. **Montréal** TROVEP-Montréal 514-527-1112
12. **Montréal** TROVEP-Montréal 514-527-1112
13. **Nord-du-Québec** Comité condition féminine Bais-James 819-941-4408
14. **Outaouais** Table ronde des OVEP de l'Outaouais (TROVEPO) 819-771-5862
15. **Québec Chaudière-Appalaches** RÉPAC 418-523-4158
16. **Saguenay Lac-St-Jean** MÉPAC 418-547-2102

1. *C'est (encore) à vous de payer pour la crise, Non aux hausses*, novembre 2009.
2. Selon le rapport du GROUPE DE TRAVAIL SUR LA TARIFICATION DES SERVICES PUBLICS, Mieux tarifier pour vivre ensemble, Gouvernement du Québec, 2008, p.139
3. IRIS, *La révolution tarifaire au Québec*, octobre 2010.
4. RQIC-SaAMI, *Session de formation sur la mondialisation*, 2000.
5. FFO, *budget du gouvernement libéral 2010, régler la crise sur le dos de la solidarité sociale et des femmes*, Document réalisé par le comité éducation populaire de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, 2010.
6. BERNARD Michel, LAUZON Léo Paul, HASBANI Marc et STE-MARIE Gabriel, *L'autre déséquilibre fiscal - Le déplacement du fardeau fiscal des compagnies vers les particuliers au cours des dernières décennies*, 2006, UQAM.
7. Rapport annuel du Ministère du Revenu du Québec 2008-2009
8. *Budget du Québec 2010-2011 en un coup d'œil*, Gouvernement du Québec, 2010, <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2010-2011/fr/documents/CoupD-oeil.pdf>
9. Selon la récente étude de l'IRIS, *La révolution tarifaire au Québec*, publiée en octobre 2010.
10. La hausse serait plus importante chez les familles mieux nanties en raison d'une plus forte consommation d'électricité, en moyenne.